

# Les ministres de l'environnement appellent un protocole contraignant sur la gestion de la sÃ©cheresse

Dossier de la rÃ©daction de H2o  
September 2024

Les ministres africains de l'environnement rÃ©unis à Abidjan ont appelÃ© à l'Ã©tablissement d'un protocole juridiquement contraignant sur la gestion de la sÃ©cheresse dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la dÃ©sertification (CNULCD), avec un accent particulier sur l'Afrique. Cet appel rÃ©pond à des prÃ©occupations croissantes sur les impacts nÃ©gatifs de la dÃ©gradation des terres, de la sÃ©cheresse et de la dÃ©sertification sur la stabilitÃ© socio-Ã©conomique, la sÃ©curitÃ© alimentaire et la durabilitÃ© environnementale du continent. Cet appel a Ã©tÃ© lancÃ© à la fin de la 10Ã®me session extraordinaire de la ConfÃ©rence ministÃ©rielle africaine sur l'environnement (CMAE), avec l'adoption de la DÃ©claration d'Abidjan le 6 septembre. Celle-ci a demandÃ© un protocole de gestion de la sÃ©cheresse et exprimÃ© une profonde inquiÃ©tude face aux dÃ©fis environnementaux auxquels l'Afrique est confrontÃ©e, notamment la hausse des tempÃ©ratures et la dÃ©gradation des terres, tout en soulignant que l'inaction affaiblit la rÃ©silience sociale et des Ã©cosystÃmes à travers les pays africains.

Le PNUE et la Banque africaine de dÃ©veloppement ont Ã©galement prÃ©sentÃ© l'Atlas du capital naturel africain, qui met en Ã©vidence les riches ressources naturelles de l'Afrique et la nÃ©cessitÃ© urgente de les gÃ©rer durablement. L'Afrique dÃ©tiennent 8 % du gaz naturel mondial, 12 % de ses rÃ©serves de pÃ©trole et 30 % des gisements minÃ©raux mondiaux. Ses pÃ©tioches sont Ã©valuÃ©es à plus de 24 milliards de dollars, et elle contient plus de 60 % des terres arables non exploitÃ©es du monde.

PNUE